

L'histoire face à la mémoire de la manifestation du 17 octobre 1961

Le 17 octobre 2001, le maire de Paris Bertrand Delanoë inaugure une plaque commémorative au Pont Saint-Michel. On y lit « A la mémoire de nombreux Algériens tués lors de la sanglante répression de la manifestation pacifique du 17 octobre 1961 ». Onze ans plus tard, François Hollande, tout juste élu président de la République, faisait la déclaration suivante : « Le 17 octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes » (1).

Lorsqu'on évoque le 17 octobre 1961, le contexte de la guerre d'Algérie est souvent oublié ou passé sous silence. On avance uniquement « le couvre-feu raciste » pour reprendre les termes de la pétition lancée par Mediapart, le 12 octobre 2011, qui aurait provoqué « une réaction pacifique des Algériens ».

Un contexte sécuritaire très tendu et systématiquement occulté



La ville de Paris est experte en désinformation

En métropole, le FLN a mis en place un quadrillage complet de la population algérienne qui est rackettée pour financer l'insurrection en Algérie. En août 1958, le FLN lance un deuxième front en métropole en organisant des attentats contre les forces de l'ordre pour desserrer l'étau des offensives en Algérie.

A Paris, le 25 août 1958, trois policiers discutant dans leur véhicule devant le garage de la préfecture de police sont tués au pistolet mitrailleur par un commando de choc du FLN. Il s'agit d'Henri



Le gardien de la paix Henri Breitner, marié, père de quatre enfants, assassiné par le FLN en plein cœur de Paris.

Breitner (père de 4 enfants), de Gérard Millet (père d'un enfant) et de Pierre Santin. Devant la cartoucherie de Vincennes, une patrouille de police repère un véhicule suspect, les occupants tirent sur elle, le policier Henri Fournier (père de 4 enfants) est tué par des tirs de pistolet-mitrailleur.

A Lyon le 5 septembre 1958, Armand Sudan 42 ans, père de 3 enfants, quitte son poste de surveillance rue Raoul-Servant au niveau de

la mairie du 7^e arrondissement et est assassiné par Salah Dehil, membre d'un commando de choc du FLN. Dès les coups de feu, le reste du commando attaque le poste de protection et lance deux attaques contre un commissariat et un autre poste de police. Cinq assaillants sont arrêtés, dont l'assassin qui sera condamné à mort et exécuté en 1961 à Montluc (2). Le corps de Salah Dehil sera rapatrié dans les années 70 au carré des martyrs à Alger (3). Le 21 septembre 1958, le commissaire de police Mohamed Chenine, attiré par un membre de sa famille, est enlevé dans le 15^e arrondissement de Paris, torturé et exécuté (4). Le site des Anciens combattants de la Police (UACPPPSI) recense « 80 policiers » tués en métropole de 1954 à 1962, dont « 64 » uniquement en région parisienne et 125 blessés (5).

Malgré leurs succès, la police, les RG et la DST n'arrivent pas à démanteler les réseaux du FLN. La préfecture de police de Paris, dirigée par Maurice Papon, décide d'installer dans les quartiers ayant une forte population algérienne des officiers des Services d'Assistance Technique (SAT). Ayant l'expérience de l'Afrique du Nord, les officiers des SAT sont chargés de recenser, d'aider les immigrés algériens et de recueillir du renseignement. Ils sont épaulés par une force de police auxiliaire de Paris composée de 200 harkis recrutés en Algérie. Vingt de ses membres tomberont sous les balles du FLN pour protéger les Parisiens.

En 1961 on assiste à une recrudescence des attentats contre les forces de l'ordre qui sont visées les 27 août, 16 septembre et 6 octobre. Pour y faire face, le 6 octobre la préfecture de Paris impose un couvre-feu aux Algériens qui ne peuvent plus circuler

de 20 H 30 à 5 H 30. Cette mesure facilite l'arrestation des Algériens suspects à leur domicile et paralyse le prélèvement de l'impôt révolutionnaire. De nombreux documentaires et ouvrages sur le 17 octobre occultent ces faits.

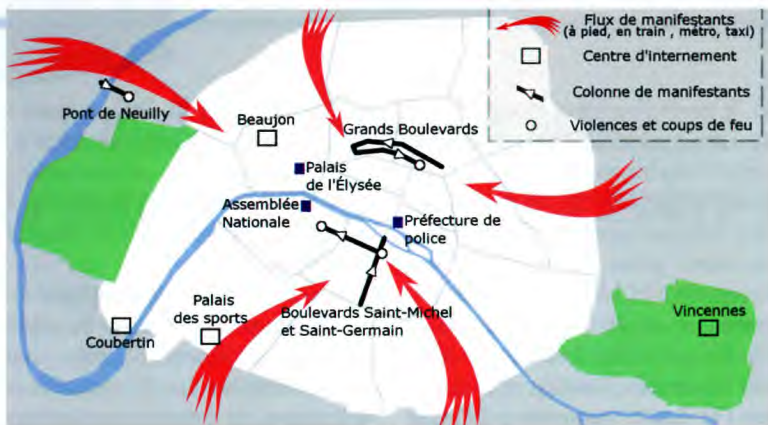
« Une manifestation pacifique » ?

La Fédération de France du FLN décide de réagir en organisant une manifestation « pacifique », le 17 octobre, composée d'hommes, de femmes et d'enfants. Les officiers SAT ne sont informés que tardivement par leurs informateurs de celle-ci qui, même si elle se veut pacifique, n'est pas libre : les Algériens sont « menacés de mort en cas de dérobade » (6). Pour imposer son autorité, le FLN n'hésite pas depuis 1955 à utiliser l'assassinat des récalcitrants, le démembrement et le lestage des corps dans la Seine ou les canaux parisiens pour les faire disparaître. La manifestation du 17 octobre est donc solidement encadrée avec un responsable par grou-



Saccage d'un magasin (photo Paris Match)

pe et des hommes du FLN armés sur les côtés. La manifestation non déclarée est massive



Manifestation du 17 octobre à Paris

(28.000 à 40.000 manifestants) et converge de cinq directions vers le centre de Paris et les lieux du pouvoir politique. La préfecture de police n'a pas le temps de s'organiser et ne dispose que de 1.600 policiers pour arrêter les manifestants. Divisées en 50 groupes de 25 policiers, les unités tentent d'arrêter par tous les moyens les manifestants au niveau des ponts (Neuilly), des sorties de métro (Concorde), des grands boulevards (Boulevard Poissonnière) et des grandes places (Opéra).

Comment croire qu'une manifestation même pacifique encadrée par une organisation ayant assassiné des policiers parisiens (47 policiers tués, dont 15 policiers auxiliaires, de 1955 à la fin de l'été 1961) puisse se dérouler normalement ? À moins qu'il ne s'agisse alors pour le FLN d'instrumentaliser la répression policière pour mener par la suite une campagne de presse et infléchir l'opinion publique. La répression policière est d'autant plus féroce que les policiers déployés au dernier moment sont en sous-effectif, ne connaissent pas le parcours des manifestants et sont chauffés à blanc par l'assassinat de leurs camarades les trois derniers mois.

« *Nombreux Algériens » ou « des Algériens tués », un impossible dénombrement ?*

J.-L. Einaudi (1951-2014) a été à l'origine de la redécouverte de la manifestation du 17 octobre. Présenté comme un historien, il a fait ses armes, dès 1968, au service d'ordre du parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMF), un groupuscule maoïste qui arrivera à survivre à une dissidence pro-albanaise. De 1971 à 1982, il devient journaliste puis rédacteur en chef de l'Humanité rouge, il découvre la guerre d'Algérie au contact des militants du PCMF (7). Il devient éducateur et mène de front des travaux de recherche historique en rencontrant des anciens responsables du FLN, ce qui lui permet de publier, en 1991, La bataille de Paris – 17 octobre 1961- J.-L. Einaudi évoque dans son ouvrage « le gazage » des Algériens arrêtés au Palais des sports et avance le bilan de 200 morts et 455 blessés (8). « La sanglante répression » est avant tout une guerre des chiffres, le rapport Mandelkern et les travaux de l'historien J.-P. Brunet (9) abaissent à 31 morts le nombre de victimes en s'appuyant sur les cadavres retrouvés dans la Seine et reçus à l'Institut médico-légal. Or le FLN avait tendance à se débarrasser de ses opposants en les tuant et

en les jetant dans la Seine. Tout cadavre retrouvé ne saurait donc être attribué à la répression policière. Quant aux blessés, ils oscillent de 237 à 260 selon les chiffres des hôpitaux, bien loin de l'inflation numérique mémorielle de Jean-Luc Einaudi considéré pourtant comme « un pionnier de la mémoire » par Le Monde.

Une étrange défaite mémorielle

A la suite de la manifestation, la police procède à des arrestations massives des cadres et empêche les deux autres manifestations prévues les 18 octobre et 1er novembre (date anniversaire de l'insurrection en Algérie) d'avoir lieu. Selon un informateur des SAT, le FLN avait prévu de contraindre la population algérienne à manifester. Mais échaudée par la brutale répression, celle-ci était désormais déterminée à vouloir lui résister. Si la Fédération du FLN n'a pas réussi à prendre le contrôle de la rue par des manifestations de masse, elle a réussi à gagner la bataille médiatique et mémorielle sur l'interprétation des manifestations. Quant aux policiers et harkis qui ont donné leur vie pour maintenir l'ordre à Paris, arrêter les terroristes et les auteurs du racket de l'impôt révolutionnaire du FLN, ils sont désormais considérés - étrange inversion des valeurs - comme ayant été dans le mauvais camp par un président de la République. Mais quand donc « la République reconnaîtra enfin avec lucidité ces faits » ? (François Hollande).

Gregor Mathias

(1) <https://www.elysee.fr/francois-hollande/2012/10/17/declaration-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique-en-hommage-aux-algeriens-tues-lors-de-la-manifestation-pour-le-droit-a-lindependance-du-17-octobre-1961-a-paris-le-17-octobre-2012>

(2) <https://policehommage.blogspot.com/search/label/1958>

(3) http://www.patrimonium.fr/montluc/enquete/3_les-algeriens-a-montluc-1957-1961/7_11-condamnes-a-mort-guillotines-a-montluc/68_l-inhumation-au-cimetiere-de-ta-guillotiere-des-condamnes-a-mort-et-le-rapatriement-des-corps-a-alger

Cruel paradoxe, le 4 novembre 2020, Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, a déposé une gerbe au « Mémorial du Martyr » et a rendu « hommage aux martyrs de la guerre d'Algérie », où est enterré l'assassin du policier lyonnais...

<https://twitter.com/GDarmanin/status/1325468434772221954>

(4) https://www.lemonde.fr/archives/article/1958/10/04/le-commissaire-chenine-a-ete-torture-dans-la-cave-de-l-hotel-gere-par-sa-cousine-mariee-a-un-militant-du-fln_2314287_1819218.html

(5) <https://policehommage.blogspot.com/search/label/1958>

Michel Salager, « Les policiers tués pendant la guerre d'Algérie, un silence abyssal », Société lyonnaise d'histoire de la police, Lyon, novembre 2019.

(6) Gregor Mathias, *La France ciblée. Terrorisme et contre-terrorisme pendant la guerre d'Algérie, Vendémiaire, 2017, p. 139.*

(7) C. Beuvain, « Parcours d'un homme en colère, J.-L. Einaudi », blog *Dissidence*. <https://dissidences.hypotheses.org/4535>

(8) https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2014/03/23/jean-luc-einaudi-pionnier-de-la-memoire-de-la-guerre-d-algerie-est-mort_4387989_3382.html

J.-L. Einaudi, *La bataille de Paris - 17 octobre 1961*, Seuil, 1991.

(9) J.-P. Brunet, « La police parisienne et la guerre d'Algérie », pp. 411-420 in C.-R. Ageron, *La guerre d'Algérie au miroir des décolonisations*, SFHOM, 2000.